Écologie populaire et développement social

unadel

IR DSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
Liberté
Égalité
Fraternité

anct agence nationale de la cohésion des territoires

Écologie populaire et développement social

NOTE DE SYNTHÈSE
suite aux journées « Écologie populaire et développement social » (20 et 21 Avril 2023)

Le carrefour des métiers

C'est **une plateforme partenariale** regroupant, depuis 2001, les «parties prenantes» du développement territorial (associations de professionnels, d'élus locaux, réseaux associatifs, institutions, chercheurs, acteurs de la formation initiale ou continue...) qui vise à constituer un espace ressource pour l'ingénierie territoriale et ses métiers, produire des connaissances, des outils, des méthodes permettant la « montée en compétence » des acteurs, la professionnalisation des développeurs territoriaux et animer un réseau apprenant pluri-acteurs pour contribuer à l'accompagnement des territoires.

Cette note a été rédigée par Laure LIÉNARD (Université Catholique de Lille), Alex ROY (Laboratoire EVS-RIVES), Sonja KELLENBERGER (IRTS Dijon), Laurence BOURGOISE (IRDSU) et Philippe CARBASSE (Carrefour des Métiers, UNADEL).

Un groupe d'acteurs divers (praticiens associatifs et de collectivités territoriales, chercheurs, formateurs...) s'est réuni dans le cadre du Carrefour des métiers du développement territorial autour de l'hypothèse d'une redynamisation du développement social à partir des enjeux de transition écologique.
En effet, un grand nombre d'initiatives visant à prendre en charge concomitamment des enjeux écologiques et sociaux ont été identifiés[1], dont un certain nombre mettaient en avant une volonté de renouvellement des pratiques.
Il s'agissait notamment d'accompagner des dynamiques territoriales axées sur la mise en synergie des acteurs (citoyens, sociaux, économiques, institutionnels...) et sur le développement du pouvoir d'agir des personnes les plus modestes[2].
Parmi les questionnements partagés dans le groupe figurait l'intérêt d'approfondir le sens que l'écologie revêt pour les citoyens en situation de précarité, les manières de l'investir, les leviers et conditions pour favoriser un engagement sur ces sujets.
Des journées d'étude ont ainsi été organisées les 20 et 21 Avril 2023, sur le thème « *Écologie populaire et développement social* » (programme).

L'objectif de ces journées structurées à partir de présentation d'initiatives, de travaux de recherche, d'échange collectif était d'enrichir et d'approfondir les premiers enseignements de nos travaux[3] portant sur des formes de renouvellement du développement social en lien avec les questions écologiques et les « contributions » singulières de ces démarches à vis-à-vis de ces enjeux.

Ce document reprend les principaux témoignages et analyses de ces journées, enrichis de références complémentaires. Il comprend une partie visant à éclairer la notion d'écologie populaire, la présentation succincte d'expériences, une réflexion plus spécifique sur les liens avec le travail social et, en guise de conclusion, des perspectives de prolongement de notre démarche. ■

1. Notamment à l'occasion des Journées des territoires de l'unadel en 2019 « Les territoires relèvent le défi écologique et social ».
2. Voir BFC en transition, «Favoriser la coopération vers la transition social-écologique» et Rapport de la Recherche Action Co-construire des Tiers-Lieux de Solidarité alimentaire - Leris
3. Cf. texte de synthèse du groupe de travail « Le développement social, vecteur d'une transition socio-écologique ! »

Écologie populaire : définition et enjeux...

L'écologie populaire renvoie à un ensemble de projets politiques en cours d'émergence en France engagés dans la construction de solutions répondant à la fois aux enjeux environnementaux et sociaux dans les milieux populaires.
La notion est de plus en plus utilisée notamment depuis le mouvement des Gilets jaunes et le slogan « fin du monde, fin du mois, même combat » et les marches pour le climat.
Toutefois, la notion d'écologie populaire n'est pas stabilisée, que ce soit dans la sphère politique, médiatique, associative ou scientifique.
Différents concepts sont utilisés : social-écologie, transition juste, justice environnementale, etc. La prolifération des concepts est le signe que l'écologie populaire n'est pas encore un véritable mouvement organisé, mais plutôt une constellation d'approches et d'initiatives disparates dont le point commun est d'inscrire la transition écologique dans une perspective de justice sociale.

Étant davantage un projet en devenir qu'une réalité sociologique analysable, les travaux scientifiques se réfèrent assez peu à la notion d'écologie populaire.
Il existe toutefois une littérature portant sur la dimension sociale de la transition écologique.
On retrouve d'abord un ensemble de travaux sur la justice environnementale[4] qui explorent les différentes formes d'inégalités sociales liées aux risques environnementaux (pollution, changement climatique, etc.), aux politiques publiques environnementales comme la taxe carbone, mais surtout à l'accès aux ressources de première nécessité, aux espaces verts, aux services publics écologiques (transport en commun, tri des déchets, etc...).
C'est ensuite la question des inégalités politiques qui est mise en avant.
Il est notamment plus difficile pour les membres des catégories populaires de faire entendre leur voix sur les enjeux écologiques que les classes plus aisées.
L'écologie politique est alors critiquée dans sa manière d'être construite par les « mieux dotés ».
Certains auteurs parlent alors de « dépossession écologique »[5] des classes populaires, d'autres « d'oppression environnementale »[6].
C'est notamment la rhétorique des écogestes consistant à « verdir les pauvres »[7] qui est remise en cause alors même que l'empreinte carbone individuelle des 50 % de la population la plus modeste est six fois moins élevée que celle des 10 % de la population la plus aisée en Europe[8].

Sur ce sujet, Fatima OUASSAK[9] développe une analyse critique de l'écologie politique, notamment dans la manière dont elle est pensée pour les quartiers populaires.
L'autrice dénonce les approches consistant à conscientiser et à sensibiliser les habitants des quartiers populaires, car celles-ci reproduisent un rapport de domination, « paternaliste et néocolonial ».
Dans ce contexte, le caractère environnemental ou écologique d'un certain nombre de problématiques des quartiers populaires n'est pas reconnu et les luttes menées souvent invisibilisées ou délégitimées.
Elle prône un « élargissement » du projet écologique : d'une part, plus radical que le projet actuel qui ne remet pas en cause fondamentalement les formes d'oppression (de genre, de race, de classe) et vise le maintien d'un certain niveau de confort pour le « nord global » et d'autre part une écologie « libératrice », redonnant du pouvoir sur son environnement (ancrage à la terre), reposant notamment sur de nouveaux imaginaires[10].

4. Voir Charles, L., C., Emelianoff, C., Ghorra-Gobin, I., Roussel, F-X., Roussel et H-J., Scarwell, 2007, Les multiples facettes des inégalités écologiques, Développement durable et territoires, Dossier 9.
5. Comby J-B., 2015, « A propos de la dépossession écologique des classes populaires », Éditions du Croquant, Savoir/Agir, vol 3, n° 33, p.23-30.
6. Blanchon, D., S., Moreau et Y., Veyret, 2009, Comprendre et construire la justice environnementale, Annales de Géographie, 1-2, 665-666, pp. 35-60.
7. Malier, H., 2019, Greening the poor: the trap of moralization, The British Journal of Sociology, 70, 5, pp. 1661-1680.

Gaëtan MANGIN et Alex ROY[11] mettent également en avant l'enjeu de reconnaissance politique de l'écologie en milieux populaires.
Leurs travaux montrent l'existence de pratiques de débrouillardise écologique associées à une revendication d'un mode de vie sobre ainsi que des préoccupations environnementales socialement situées, c'est-à-dire qui s'inscrivent dans un ensemble de valeurs et d'expressions propres aux milieux populaires.
On retrouve ainsi en milieux populaires une écologie de la subsistance, mais aussi de la citoyenneté ordinaire ancrée dans un attachement au local, une volonté de préservation des lieux de vie, de la faune et de la flore, une volonté de transmission de valeurs et une attention aux générations futures.
Leurs recherches permettent aussi d'identifier un ensemble d'initiatives collectives en milieux populaires avec des associations de l'éducation populaire ou de l'économie sociale et solidaire.
C'est notamment ce que Léa BILLEN met en avant dans sa thèse[12] en montrant comment se développe dans certains quartiers de grand ensemble une « écologie ordinaire », c'est-à-dire attachée aux évolutions écologiques des modes de vie, attentive au cadre de vie, qui articule question sociale et écologique, ancrée dans un réseau d'acteurs territorialisé.

Ce que défendent l'ensemble de ces auteurs et autrices, c'est que l'écologie n'est pas réservée aux classes moyennes et supérieures.
D'un côté, les milieux populaires sont (eux aussi) pris dans le mouvement des initiatives de transition au travers d'une écologie ordinaire s'appuyant sur le « bon sens populaire ».
De l'autre, il existe des actions plus radicales et militantes à l'instar de l'écologie pirate de Fatima OUASSAK.
Mais dans tous les cas, il y a une invisibilisation et une disqualification des pratiques, discours et actions collectives écologiques qui se développent en milieux populaires.

En l'occurrence, Léa BILLEN pointe ici les effets de cadrage des politiques publiques, notamment la politique de la ville, dans leur manière de sectoriser l'action sociale et écologique ou de réduire les enjeux écologiques à des outils de gestion du cadre de vie.

C'est là quelques raisons qui freinent la mise en mouvement autour d'une écologie populaire organisée.
Cette note constitue une contribution à cet effort de mise en visibilité et de mise en lien des initiatives écologiques en milieux populaires.

8. Chancel, L., T., Piketty, E., Saez et G., Zucman (dir.), 2022, Rapport sur les inégalités mondiales. Synthèse d'un rapport de recherche, World Inequality Lab.
9. Politologue, cofondatrice du Front de mères, premier syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires, et de Verdragon, première Maison de l'écologie populaire en France, à Bagnolet. Elle préside le réseau Classe/Genre/Race, qui lutte contre les discriminations subies par les femmes descendantes de l'immigration postcoloniale.
10. Voir son ouvrage « Pour une écologie pirate, et nous serons libres », Edition La Découverte, 2023.
11. Gaëtan Mangin et Alex Roy, 2023, « L'écologie en milieux populaires : de la débrouillardise à l'action collective », VertigO, Vol 23, n°2.
12. Billen, L., 2023, L'écologie ordinaire en quartiers populaires. Une mise en regard des initiatives écologistes citoyennes dans trois quartiers classés en géographie prioritaire en France, Thèse de géographie, Université Paris Nanterre, p. 28.

De multiples initiatives...

Un certain nombre de projets sont mis en place sur les territoires, portés par la volonté de développer un projet écologique en « milieu populaire » visant à concilier transition écologique et lutte contre les inégalités.
Ces initiatives reposent sur l'implication citoyenne, la valorisation de savoirs-faire, la solidarité, les principes de l'éducation populaire... établissant ainsi, plus ou moins explicitement, des liens entre démarche de développement social et écologie.

Verdragon : une maison de l'écologie populaire pour croiser les luttes

Verdragon est une association créée pour animer la « Maison de l'écologie populaire » ouverte en juin 2021 à Bagnolet à l'initiative du Front de Mères (syndicat local de parents d'élèves) et d'Alternatiba Paris, afin d'expérimenter une démarche locale d'écologie populaire à l'intersection des luttes écologiques et sociales.

La maison de l'écologie populaire est un espace ouvert à tous-tes où sont organisés divers événements avec le souci de proposer des formats accessibles : ateliers de sensibilisation (par exemple, exposition, conférence en mangeant, balade alimentaire, fresques du climat...).
L'association mène également des campagnes de sensibilisation sur des problématiques environnementales auxquelles sont confrontés les habitants (ex : sur la pollution de l'air « Pendant que Paris respire, Bagnolet s'étouffe... », voir l'article du Parisien) ainsi que d'autres actions visant à renforcer le pouvoir d'agir et l'expression des habitants : une AMAP, des ateliers cuisine en groupe, un service d'écrivain·e public·que, une radio locale pour former à réaliser des podcasts, de l'accompagnement scolaire, etc...

L'association développe, enfin, des projets intégrant une dimension culturelle et artistique pour travailler sur les imaginaires (cf. projet One Piece).
L'ensemble de ces projets reposent sur des liens et partenariats locaux (Ville de Bagnolet, Conservatoire, Théatre, Biocoop, Centres sociaux...).

Pour faire vivre son projet, Verdragon s'appuie sur deux salariés et plus de 200 bénévoles, dont des membres de Fronts de Mères et d'Alternatiba Paris.

Cette initiative inspire d'autres collectifs et territoires et des projets de Maison de l'écologie populaire sont en cours d'élaboration notamment à Rennes.

La ferme du Trichon
Université Populaire et Citoyenne de Roubaix (UPC)

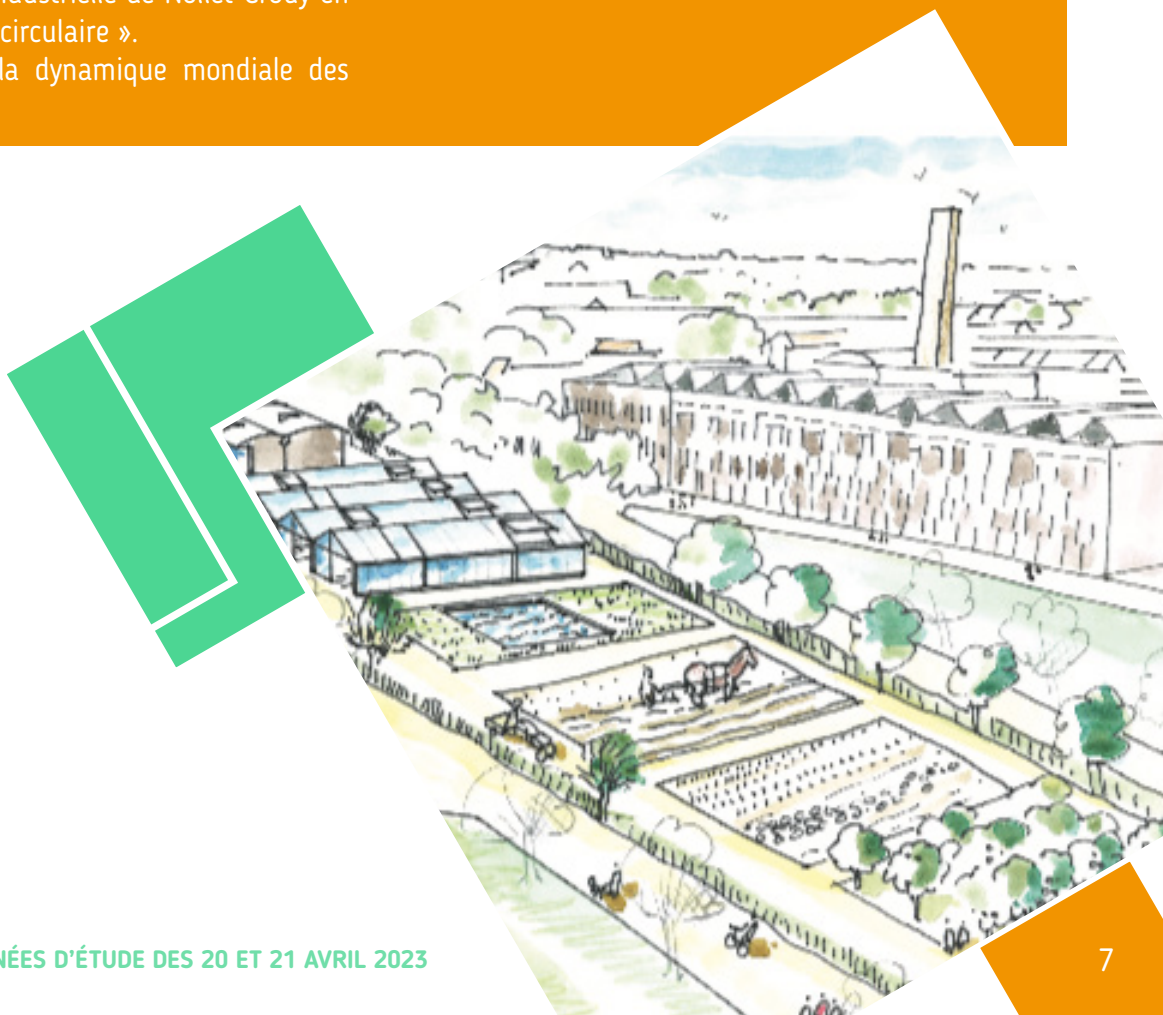
L'UPC est une association qui organise des échanges de savoirs (cafés citoyens, cours du soir, conférences-débat), et souhaite susciter des paroles collectives et des engagements citoyens.
Elle participe à différentes initiatives et expérimentations sur des thématiques telles que la santé, l'alimentation, la lutte contre les discriminations, l'habitat, le travail…
C'est aussi un mouvement d'habitants engagés dans la transition écologique et sociale qui essaie d'expérimenter et de mettre en débat des propositions de transformations des modes de vie, de production et de consommation vers plus d'entraide et de cohésion sociale face aux catastrophes à venir.

Au milieu des années 2010, l'initiative Roubaix en Transition émerge.
La proposition de transition territoriale est principalement incarnée par une politique de transformation de la friche industrielle de Nollet-Crouy en une « ferme urbaine circulaire ».
Sous l'influence de la dynamique mondiale des Villes en Transitions (Hopkins, 2008), l'UPC encourage à cultiver, dans un mouvement à la fois local et global, un effort d'imagination et d'expérimentation.
La friche est ainsi investie par les habitants depuis 2016, des associations et la coopérative Baraka afin d'y bâtir le projet du jardin partagé du Trichon et des dynamiques agissant sur des thématiques diverses (production agricole, alimentation locale et saine, habitat, mobilité…).

Une gouvernance partenariale du projet est mise en place avec notamment l'instauration d'un Conseil de la friche, espace de co-construction et de cogestion entre collectivités, bailleurs, chercheurs et associations.

La friche Nollet-Crouy est donc devenue un lieu de projets, ouvrant l'opportunité d'y porter une expérimentation démocratique, sociale et écologique en se basant sur la richesse des dynamiques locales.

Au-delà de ce projet, l'UPC poursuit l'organisation de réflexion autour des enjeux d'adaptation aux changement climatiques (voir manifestation Économie de l'entraide).



Une politique alimentaire durable, accessible à tous :

Université populaire, ville de Grande-Synthe

Dans les années 1970, la ville de Grande-Synthe s'industrialise (cf. Métallurgie) et les élus issus du mouvement syndical revendiquent un accès à un cadre de vie sain et verdoyant (politique d'aménagement d'espaces naturels et reconnaissance de ces espaces en tant que réserve naturelle régionale).
Progressivement, Grande-Synthe amorce sa transformation sociale et écologique et s'engage en 2011 dans une stratégie de transition s'inscrivant dans le mouvement fondé en 2006 par Rob Hopkins.
Pour ce mouvement, la transition est forcément systémique et d'abord locale, s'appuie sur une dynamique collective et vise à changer radicalement nos modes de vie et nos rapports avec notre milieu.
Dans ce contexte, l'Université populaire, structure municipale, est créée, en octobre 2010.
Cette structure a vocation à mobiliser les valeurs et principes de l'éducation populaire, définie comme « un courant de pensée qui cherche à promouvoir, en dehors des structures traditionnelles d'enseignement et institutionnelles, une éducation visant l'amélioration du système social pour le développement individuel des personnes et le développement social communautaire (dans un quartier, une ville ou un groupe d'appartenance, religion, origine géographique, lieu d'habitation, etc.) »[1].
L'Université développe ainsi un atelier populaire ayant pour objectif, s'agissant des enjeux écologiques, « d'offrir aux citoyens un accès à des savoirs et à des savoir-faire alternatifs pour leur permettre de s'émanciper de la société de consommation et s'engager dans une démarche de transition » avec notamment une « fabrique de l'autonomie », des cycles de conférences / débats, une « grainothèque ».

La politique d'alimentation durable « Grande-Synthe ville nourricière"[2] est un des principaux leviers du projet communal de transition.
Il vise l'autonomie alimentaire, la justice et la solidarité alimentaire et repose sur un volet production, un volet formation et volet pédagogique pour toucher l'ensemble de la population.
Divers projets sont déployés dont 7 jardins populaires, une micro ferme solidaire (Article Micro ferme communale solidaire).
Un projet de Maison de l'Alimentation Durable et de l'Écologie Populaire, « tiers-lieu nourricier », est également en cours : lieu hybride visant l'engagement citoyen et l'expérimentation d'innovation économique, avec diverses activités (marchés de producteurs, cantine solidaire, atelier de réparation d'appareils électroménagers, conserverie, légumerie et épicerie collaborative...).

Ces projets contribuent à valoriser une écologie populaire, répondant aux aspirations et aux besoins fondamentaux des milieux populaires, axée sur un principe d'inclusivité (chacun peut contribuer selon ses moyens), d'entraide et de démocratie (gestion collective de communs).

1. Voir la page web de l'université populaire – Mairie de Grande-Synthe (ville-grande-synthe.fr)
2. La Ville est soutenue pour ces projets par la fondation CARASSO, dans le cadre du programme TETRAA (Territoire en transition agro-écologique et alimentaire) et a mené une recherche action « Pour une démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation durable pour tous ». (voir rapport de la recherche action à paraître).

Le réseau Wresinski « Écologie et Grande Pauvreté »

Lancé en 2018, ce réseau a pour objectif de penser une transformation de notre société fondée sur la justice sociale, convaincu que la transition écologique ne sera possible que si elle se construit avec toutes et tous.
Les personnes les plus défavorisées ne doivent pas être les victimes collatérales de mesures prises pour lutter contre les changements environnementaux et climatiques.
Au contraire, elles peuvent être une source de proposition et d'inspiration pour faire de cette transition une opportunité d'améliorer les conditions d'existence de tous.
Chacun doit pouvoir accéder à un mode de vie digne et compatible avec la lutte contre le changement climatique et le maintien de la biodiversité.

À ce jour, le réseau Wresinski Écologie et Grande Pauvreté compte plus de 500 membres impliqués à différents niveaux et fonctionne suivant différentes modalités : newsletter du réseau, partage de contenus, veille médiatique, rencontres du réseau (exemples de thèmes : la mobilité, l'emploi, un vocabulaire pour une écologie qui ne laisse personne de côté) et des groupes de travail pour réfléchir ensemble à des problématiques identifiées par le réseau.

Le Réseau Wresinski « Écologie et Grande Pauvreté » est par ailleurs en lien avec différentes entités : un laboratoire d'idées, le projet d'expérimentation concrète « Aujourd'hui Tissons Demain » qui cherche à penser des lieux de vie écologiques qui ne mettent personne de côté.

À voir également

Transition écologique juste | Publications | Le Labo de l'économie sociale et solidaire (lelabo-ess.org): à partir des réflexions d'un groupe de travail et des échanges avec 25 initiatives mêlant engagement écologique et social, la notion de transition juste a été définie comme « une transformation radicale et démocratique de notre société visant à assurer tant la soutenabilité écologique de cette dernière qu'une réponse digne et suffisante aux besoins de tou·te·s et l'émancipation de chacun·e ».

Les projets étudiés mettent en évidence la contribution de l'ESS à une transition écologique juste, répondant à des besoins fondamentaux et favorisant l'émancipation de chacun.
Des mesures sont également préconisées pour une meilleure prise en compte dans le cadre des politiques publiques.

Programme Territoires d'Expérimentations | Mouvement Colibris (colibris-lemouvement.org)
Le mouvement Colibris a initié le programme Territoires d'Expérimentations, en partenariat avec une dizaine d'organisations nationales : ATD Quart Monde, Emmaüs, Terre de Liens, Villes en Transitions, Attac, l'Avise, Démocratie Ouverte, Fréquence Commune…
L'objectif est d'accompagner des territoires vers des modes de vie sobres, solidaires, résilients et respectueux du vivant en utilisant une approche systémique.
Pour cela, il est proposé de réinstaurer des espaces de dialogues entre les différentes parties prenantes d'un même territoire : habitants, acteurs économiques locaux, élus, agents…
Trois premiers territoires ont été sélectionnés : Kembs dans le Haut-Rhin, et le Pays d'Uzès dans le Gard puis le Nord de l'Essonne. Les premiers constats indiquent que même si les territoires sont différents les enjeux sont assez identiques : tous souhaitent enclencher un travail autour de la résilience alimentaire, en faisant participer le plus grand nombre aux décisions.

Travail social et Transition socio-écologique : quelles convergences ?

Le thème de l'écologie populaire et les liens identifiés avec des démarches de développement social conduisent à interroger plus largement le rôle de l'intervention sociale vis-à-vis des enjeux de transition écologique.

Différents travaux ont mis en évidence l'implication d'acteurs ou structures du champ du social (ESS, Insertion sociale et professionnelle, Éducation populaire, Centres sociaux, Politique de la ville, CCAS, ...) dans des activités socio-écologiques[13], étendant leurs activités classiques à des enjeux écologiques (ressourcerie, épicerie et cantine solidaire, jardin « nourricier », habitat solidaire...).
Dans ce cadre, ces intervenants font le lien entre réalités de vie, besoins du quotidien et des enjeux écologiques.
Les recherches menées à partir de ces démarches permettent de dégager des enseignements en matière de pratiques d'intervention.
Alex ROY et Gaétan MANGIN[14] mettent, par exemple, en évidence des modes d'action, qualifiés « d'éducation populaire écologique », abordant « *l'écologie comme support de médiation pour favoriser le lien social, lutter contre l'isolement,... favoriser le développement des capacités de débrouillardise »...voire, « la professionnalisation des compétences de la débrouillardise dans des activités socio-écologiques (maraîchage, recyclerie, etc.)* ».
Ces acteurs s'appuient sur des méthodologies d'aller vers, des logiques inclusives, en évitant toute moralisation ou injonction écologique.

Globalement, cet apport du secteur social à la transition écologique reste encore peu « problématisé », formalisé (en France comme au Québec[15]) et l'on peut retrouver dans le discours des travailleurs sociaux une certaine ambivalence sur le sujet : une conscience citoyenne de « l'urgence climatique » mais une difficulté à penser leur rôle et des leviers d'action dans un contexte d'inégalités sociales croissantes.

Un des « nœuds » relève très certainement de la portée politique, transformative inhérente à une transition socio-écologique[16].
De nombreuses initiatives développées, par exemple, pour un accès à l'alimentation pour tous sont l'occasion de réinterroger à la fois les modes de production et de consommation mais également les modes d'organisation : logiques de co-construction à l'échelle territoriale d'une grande diversité d'acteurs (collectivités publiques, agriculteurs, associations « caritatives », ESS...), volonté de développer le pouvoir d'agir et l'autonomie des publics, gestion plus démocratique et collective de projets...
L'ambition écologique et la vocation sociale « revendiquée » de certains de ces projets (accès pour tous, mixité..) donnent lieu à des résultats divers.
Pour un certain nombre de projets, l'implication des citoyens « les plus modestes » est effective[17] mais peut être également plus difficile à mettre en œuvre pour d'autres.
Alix DULONG[18] interroge, par exemple, la capacité d'initiatives solidaires en matière d'alimentation (exemple : supermarché coopératif) à développer une citoyenneté active.
Elle pose l'hypothèse d'un manque d''inscription de ces initiatives dans des réseaux locaux et la complémentarité de compétence à construire entre des « militants associatifs » et des intervenants sociaux.

Ainsi, la construction de projets collectifs territoriaux liés aux transitions, la « capacitation citoyenne et le pouvoir d'agir », le maillage d'acteurs que cela requiert, demanderaient à être davantage soutenus dans le cadre des politiques publiques (LAIGLE, 2017).
La fonction des travailleurs sociaux pourrait, par exemple, s'inscrire plus significativement dans ces

13. Laigle L., Racineux N., « Initiatives citoyennes et transition écologique : quels enjeux pour l'action publique ? », THEMA, Juin 2017, Projet BFC en transition
14. Ibid et Intervention « L 'écologie populaire : de la débrouillardise à l'action collective », 20 Avril 2023, Journées d'étude « Écologie populaire et développement social ».
15. Voir l'intervention de Denis BOURQUE (Professeur du Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais) « Transition socio écologique et lutte aux changements climatiques dans les démarches de développement territorial »
16. Voir la théorisation d'un travail social vert par L.DOMINELLI (« Green Social Work: From environmental crises to environmental justice », Cambridge: Polity, .2012) inscrite dans une visée radicale du travail social et d'une approche critique de notre modèle de développement.
17. Voir les exemples étudiés dans le cadre de l'Etude sur la transition juste du Labo de l'ESS (ex Le Jardin nourricier et la Maison partagée de Nogent-le-Rotrou) ou projets développés à Grande-Synthe.
18. Voir Mémoire « L'alimentation de qualité : la place du pouvoir d'agir et de la citoyenneté. L'état des lieux dans un supermarché coopératif. », Master

dynamiques territoriales, soucieuses d'une participation des publics, de processus de co-construction et nécessitant de multiples médiations et alliances.

L'enjeu est ainsi d'aller au-delà des logiques de réparation ou d'une logique normative vers une logique d'élaboration collective (LIÉNARD L., CARBASSE Ph., POUJOL V., 2022)[19], dépassant la dialectique « d'une action publique normalisatrice ou incitatrice de capabilités » (LAIGLE, p.15, 2015)[20].
Un des postulats sous-jacents est que cela pourrait participer à redonner du sens à une action sociale davantage contributive de transformations sociétales.
À ce stade, il semble indispensable que se développent des orientations de politiques publiques porteuses de ces enjeux[21] (exemple sur la sécurité sociale alimentaire), des stratégies locales interinstitutionnelles et la reconnaissance et l'outillage du travail social sur ces sujets[22].

Vers des politiques territoriales et des pratiques socio-écologiques…

Diverses approches émergent ces dernières années pour qualifier et penser le lien entre problématiques environnementales et questions sociales[23] dans les sphères militantes et académiques.
De manière pragmatique, des acteurs de terrain « engagés » expérimentent des actions répondant aux inégalités socio environnementales.
Ces approchent se diffusent progressivement au sein des institutions, dans le cadre des politiques publiques[24].
Dans ce contexte, nous avons voulu apporter un éclairage plus spécifique sur la notion d'écologie populaire, qui « cristallise » tout autant les divergences de vision de la transition écologique que la difficulté à penser et mettre en œuvre une « écologie pour tous ».
Qu'elles se réfèrent explicitement ou non à cette notion, les initiatives présentées apportent des enseignements tout à fait pertinents sur la manière de concilier enjeux sociaux et impératifs environnementaux et notamment d'y impliquer les premiers concernés.
À y regarder de plus près, nous pouvons constater que nombre de ces initiatives s'inscrivent dans une filiation de l'éducation populaire et du développement communautaire.
Elles reposent sur une (ré)appropriation du milieu de vie, stimulent le lien social et l'entraide, valorisent des savoirs-faire, des capacités à agir.
Nous postulons que ces approches sont des vecteurs probants d'une transformation des modes de vie que requiert la transition écologique.

Cet ensemble d'initiatives conduisent, en miroir, à interroger le positionnement de l'intervention sociale en la matière et plus largement les conditions de développement de politiques territoriales « socio écologiques ».
Des difficultés structurelles s'agissant du déploiement de méthodologies d'action collective et de décloisonnement des politiques publiques (ici en l'occurrence de solidarité et de transition écologique) sont mises en avant.
Cependant, la phase de prise conscience généralisée que nous connaissons sur les enjeux écologiques, l'amorce de réflexions et d'orientations des acteurs et institutions du champ du social constituent très certainement des points d'appui précieux pour favoriser le déploiement de politiques locales encore largement à inventer, permettant d'aller au-delà d'expériences inspirantes et passant par la structuration de programmes d'action ainsi que de politiques de formation sur ces sujets.

C'est en tout cas dans ce sens que les partenaires du Carrefour des Métiers souhaitent poursuivre leurs travaux, afin de mieux caractériser les modes d'action et les conditions favorables à une transition socio écologique et soutenir des accompagnements, expérimentations, formations. ■

Sciences Humaines et Sociales (SHS) mention ESS au CNAM ; et également les conclusions de la recherche « Entre émancipation et prescription : coexistence des conceptions de la transition dans les innovations sociales autour du lien agriculture-alimentation » Grégori Ackermann (Inrae, UMR Innovation, Programme de recherche CIT'IN)

19. « Les dynamiques de transition : un espace de renouvellement pour l'interventions sociale ? ». Articulations

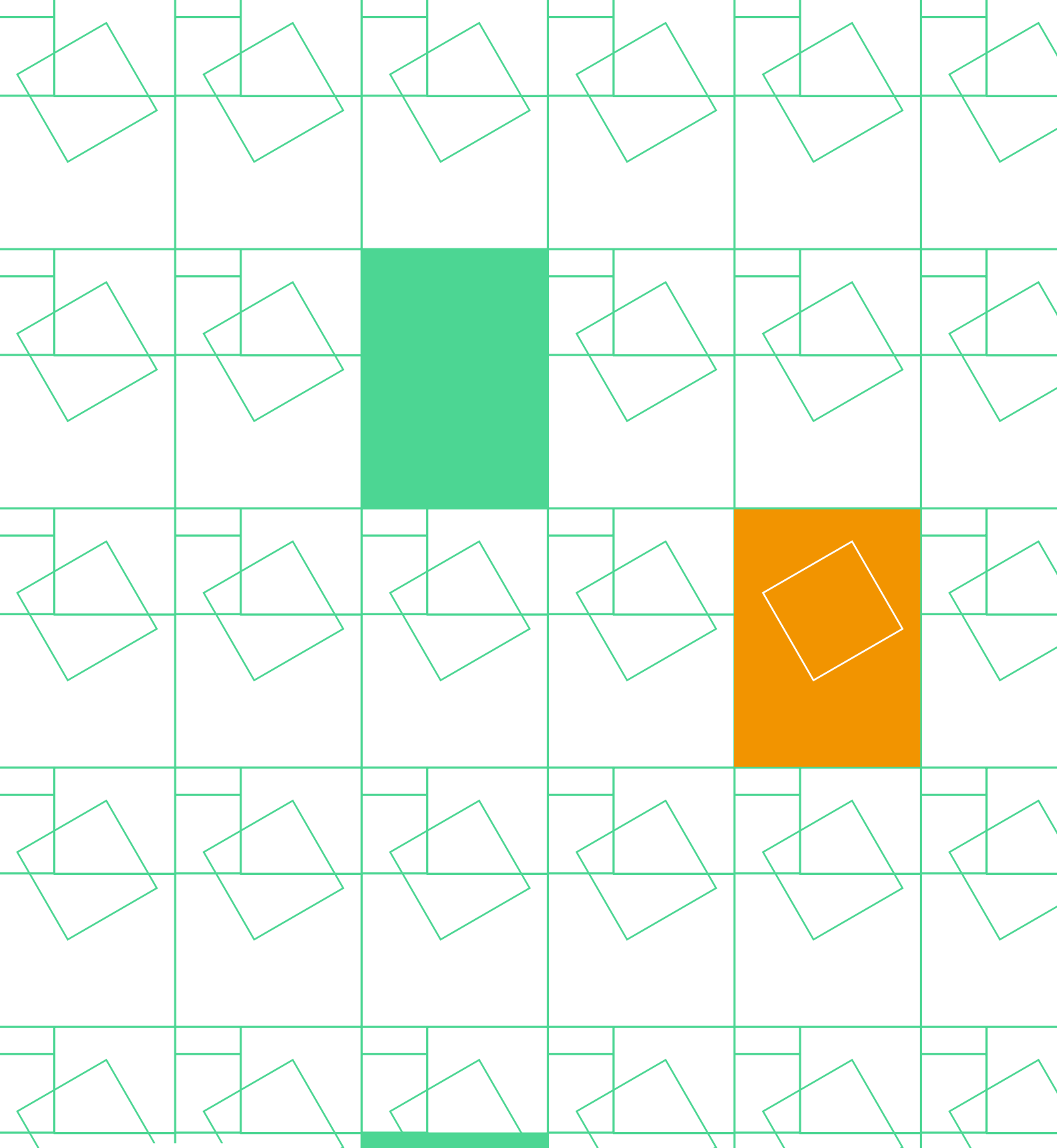
20. « Société résiliente, transition écologique et cohésion sociale : études de quelques initiatives de transition en France, premiers enseignements », Lydie LAIGLE, Bertrand DEPIGNY, Geneviève BESSE, Mai 2015

21. Enjeux soulignés par Pascal BRICE, Président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) et Cyprien AVENEL (Sociologue, Conseil expert pour le travail social, Ministère du travail, de la santé et des solidarités) lors de la table ronde conclusive de nos journées.

22. Les travailleurs sociaux pourraient, par exemple, être formés et joués un rôle dans le cadre d'expérimentations (ex : TZCLD, volet social des PAT…).

23. Justice environnementale, inégalités environnementales, transition sociale écologique, écologie populaire…

24. Voir Pacte des solidarités, Politique de la ville…



Le carrefour des métiers

Document mis en page et publié par l'unadel
© Décembre 2023

unadel

IRDSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
Liberté Égalité Fraternité

anct agence nationale de la cohésion des territoires